

Art. 8. Notre Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions et Notre Ministre qui a l'Egalité des Chances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 mai 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE
Le Ministre de l'Egalité des Chances,
C. DUPONT

Notes

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 16 décembre 2002, *Moniteur belge* du 31 décembre 2002.

Art. 8. Onze Minister bevoegd voor Werk en Onze Minister bevoegd voor Gelijke Kansen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 mei 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE
De Minister van Gelijke Kansen,
C. DUPONT

Nota's

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 16 december 2002, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2005 — 1585 (2005 — 1379)

[2005/201681]

22 MAI 2005. — Arrêté royal fixant, pour les entreprises fabriquant des tubes d'acier, situées sur le territoire de Flémalle et ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique (CP 111), les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 175 du 3 juin 2005, à la page 25895 :

- dans le texte néerlandais du préambule de l'arrêté royal du 22 mai 2005 fixant, pour les entreprises fabriquant des tubes d'acier, situées sur le territoire de Flémalle et ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique (CP 111), les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier, les mots « de ondernemingen die bruggen en metalen gebinten monteren » doivent être lus comme « de ondernemingen die stalen buizen vervaardigen »;

- dans le texte néerlandais de l'article 1^{er} du même arrêté royal les mots « de ondernemingen die bruggen en metalen gebinten monteren » doivent être lus comme « de ondernemingen die stalen buizen vervaardigen ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2005 — 1585 (2005 — 1379)

[2005/201681]

22 MEI 2005. — Koninklijk besluit tot vaststelling, voor de ondernemingen die stalen buizen vervaardigen, gelegen op het grondgebied van Flémalle en die onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw (PC 111) ressorteren, van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst. — Erratum.

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 175 van 3 juni 2005, bladzijde 25895 :

- dienen in de Nederlandse tekst van de aanhef van het koninklijk besluit van 22 mei 2005 tot vaststelling, voor de ondernemingen die stalen buizen vervaardigen, gelegen op het grondgebied van Flémalle en die onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw (PC 111) ressorteren, van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst, de woorden "de ondernemingen die bruggen en metalen gebinten monteren" te worden gelezen als "de ondernemingen die stalen buizen vervaardigen";

- dienen in de Nederlandse tekst van artikel 1 van hetzelfde koninklijk besluit de woorden "de ondernemingen die bruggen en metalen gebinten monteren" te worden gelezen als "de ondernemingen die stalen buizen vervaardigen".

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE, SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 1586

[2005/201699]

15 JUNI 2005. — Arrêté royal modifiant certains arrêtés royaux relatifs aux régimes d'interruption de la carrière professionnelle et au crédit-temps dans le cadre de l'uniformisation des règles relatives à la résidence (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, l, inséré par la loi du 22 janvier 1985;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 concernant des dispositions sociales, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption, notamment l'article 17;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG, FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 1586

[2005/201699]

15 JUNI 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van sommige koninklijke besluiten betreffende de stelsels van onderbreking van de beroepsloopbaan en van tijdskrediet in het kader van het eenvormig maken van de regels inzake woonplaats (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, derde lid, l, bij de wet van 22 januari 1985 ingevoegd;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 2001 tot uitvoering van hoofdstuk IV van de wet van 10 augustus 2001 betreffende verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven betreffende het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, inzonderheid op artikel 17;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 10, modifié par l'arrêté royal du 4 juin 1999;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordées aux membres du personnel des administrations de l'Etat, notamment l'article 127;

Vu l'arrêté royal du 16 mars 2001 relatif aux congés et aux absences accordées à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire, notamment l'article 75;

Vu l'arrêté royal du 27 novembre 1985 relatif à l'interruption de carrière professionnelle pour les membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise et des gens de métier ou de service des institutions universitaires, notamment l'article 4, § 4;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'Etat belge a été condamné le 7 septembre 2004 par la Cour de Justice des Communautés européennes concernant le fait que la condition, prévue par différents arrêtés royaux que les travailleurs en interruption de carrière doivent garder leur domicile ou résidence en Belgique, est contraire à la réglementation européenne relative à la libre circulation des travailleurs et doit être considérée comme une discrimination indirecte fondée sur la nationalité, qu'il convient donc de modifier sans délai les réglementations mises en cause;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 avril 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 3 juin 2003;

Vu le protocole n° 142/1 du 20 juillet 2004 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi, Notre Ministre de la Fonction publique, Notre Ministre de la Justice et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 10 de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps, les mots « l'Union européenne » sont remplacés par les mots « l'Espace économique européen ».

Art. 2. L'article 17 de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 17. Pour pouvoir bénéficier d'allocations d'interruption, le travailleur concerné doit disposer d'un domicile dans un pays appartenant à l'Espace économique européen.

Lorsque le membre du personnel n'a pas de résidence en Belgique, la demande doit être introduite auprès du bureau de chômage dans le ressort duquel la résidence administrative dans laquelle le membre du personnel est occupé, est établie.

Les allocations d'interruption ne sont toutefois payables qu'en Belgique. Les articles 161 et 162 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage sont en l'espèce applicables par analogie. »

Art. 3. L'article 10 de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, modifié par l'arrêté royal du 4 juin 1999 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 10. Pour pouvoir bénéficier d'allocations d'interruption, le membre du personnel concerné doit disposer d'un domicile dans un pays appartenant à l'Espace économique européen.

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen, inzonderheid op artikel 26;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, inzonderheid op artikel 127;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 maart 2001 betreffende de verloven en de afwezigheden toegestaan aan sommige personeelsleden van de diensten die de rechterlijke macht terzijde staan, inzonderheid op artikel 75;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 november 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan voor de leden van het administratief, gespecialiseerd, meesters- vak- en dienstpersoneel van de universitaire instellingen, inzonderheid op artikel 4, § 4;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de Belgische Staat op 7 september 2004 veroordeeld werd door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschap betreffende het feit dat de voorwaarde, voorzien bij verschillende koninklijke besluiten, dat de werknemers in loopbaanonderbreking hun domicile of verblijfplaats in België dienen te behouden, in strijd is met de Europese regelgeving betreffende het vrij verkeer van werknemers en beschouwd dient te worden als een indirecte discriminatie volgens de nationaliteit; dat het dus aangewezen is zonder verwijl de betrokken reglementeringen te wijzigen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 april 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 3 juni 2003;

Gelet op het protocol nr 142/1 van 20 juli 2004 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid, Onze Minister van Ambtenarenzaken, Onze Minister van Justitie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 10 van het koninklijk besluit van 12 december 2001 tot uitvoering van hoofdstuk IV van de wet van 10 augustus 2001 betreffende verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven betreffende het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, worden de woorden "Europese unie" vervangen door de woorden "Europese Economische Ruimte".

Art. 2. Artikel 17 van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 17. Om te kunnen genieten van onderbrekingsuitkeringen dient de betrokken werknemer over een woonplaats te beschikken in een land behorende tot de Europese Economische Ruimte.

Indien het personeelslid geen verblijfplaats heeft in België dient de aanvraag ingediend te worden bij het werkloosheidsbureau van het ambtsgebied bevoegd voor de administratieve standplaats waar het personeelslid tewerkgesteld is.

De onderbrekingsuitkeringen worden echter slechts in België uitbetaald. De artikelen 161 en 162 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering zijn naar analogie van toepassing. »

Art. 3. Artikel 10 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1999, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 10. Om te kunnen genieten van onderbrekingsuitkeringen dient het betrokken personeelslid over een woonplaats te beschikken in een land behorende tot de Europese Economische Ruimte.

Lorsque le membre du personnel n'a pas de résidence en Belgique, la demande doit être introduite auprès du bureau de chômage dans le ressort duquel la résidence administrative dans laquelle le membre du personnel est occupé, est établie.

Les allocations d'interruption ne sont toutefois payables qu'en Belgique. Les articles 161 et 162 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage sont en l'espèce applicables par analogie. »

Art. 4. L'article 26 de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 26. Pour pouvoir bénéficier d'allocations d'interruption, l'agent concerné doit disposer d'un domicile dans un pays appartenant à l'Espace économique européen.

Lorsque l'agent n'a pas de résidence en Belgique, la demande doit être introduite auprès du bureau du chômage dans le ressort duquel la résidence administrative dans laquelle l'agent est occupé est établie.

Les allocations d'interruption ne sont toutefois payables qu'en Belgique. Les articles 161 et 162 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage sont en l'espèce applicables par analogie. »

Art. 5. L'article 127 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordées aux membres du personnel des administrations de l'Etat est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 127. Pour pouvoir bénéficier d'allocations d'interruption, l'agent concerné doit disposer d'un domicile dans un pays appartenant à l'Espace économique européen.

Lorsque l'agent n'a pas de résidence en Belgique, la demande doit être introduite auprès du bureau du chômage dans le ressort duquel la résidence administrative dans laquelle l'agent est occupé, est établie.

Les allocations d'interruption ne sont toutefois payables qu'en Belgique. Les articles 161 et 162 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage sont en l'espèce applicables par analogie. »

Art. 6. L'article 75 de l'arrêté royal du 16 mars 2001 relatif aux congés et aux absences accordés à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 75 Pour pouvoir bénéficier d'allocations d'interruption, l'agent concerné doit disposer d'un domicile dans un pays appartenant à l'Espace économique européen.

Lorsque l'agent n'a pas de résidence en Belgique, la demande doit être introduite auprès du bureau du chômage dans le ressort duquel la résidence administrative dans laquelle l'agent est occupé, est établie.

Les allocations d'interruption ne sont toutefois payables qu'en Belgique. Les articles 161 et 162 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage sont en l'espèce applicables par analogie. »

Art. 7. L'article 4, § 4, de l'arrêté royal du 27 novembre 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle pour les membres du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise et des gens de métier ou de service des institutions universitaires est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. § 4. Pour pouvoir bénéficier d'allocations d'interruption, l'agent concerné doit disposer d'un domicile dans un pays appartenant à l'Espace économique européen.

Lorsque l'agent n'a pas de résidence en Belgique, la demande doit être introduite auprès du bureau du chômage dans le ressort duquel la résidence administrative dans laquelle l'agent est occupé est établie.

Les allocations d'interruption ne sont toutefois payables qu'en Belgique. Les articles 161 et 162 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage sont en l'espèce applicables par analogie. »

Indien het personeelslid geen verblijfplaats heeft in België dient de aanvraag ingediend te worden bij het werkloosheidsbureau van het ambtsgebied bevoegd voor de administratieve standplaats waar het personeelslid tewerkgesteld is.

De onderbrekingsuitkeringen worden echter slechts in België uitbetaald. De artikelen 161 en 162 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering zijn naar analogie van toepassing. »

Art. 4. Artikel 26 van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen wordt vervangen door de volgende bepalingen :

“Art. 26. Om te kunnen genieten van onderbrekingsuitkeringen dient de betrokken ambtenaar over een woonplaats te beschikken in een land behorende tot de Europese Economische Ruimte.

Indien de ambtenaar geen verblijfplaats heeft in België dient de aanvraag ingediend te worden bij het werkloosheidsbureau van het ambtsgebied bevoegd voor de administratieve standplaats waar de ambtenaar tewerkgesteld is.

De onderbrekingsuitkeringen worden echter slechts in België uitbetaald. De artikelen 161 en 162 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering zijn naar analogie van toepassing. »

Art. 5. Artikel 127 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen wordt vervangen door de volgende bepalingen :

“Art. 127. Om te kunnen genieten van onderbrekingsuitkeringen dient de betrokken ambtenaar over een woonplaats te beschikken in een land behorende tot de Europese Economische Ruimte.

Indien de ambtenaar geen verblijfplaats heeft in België dient de aanvraag ingediend te worden bij het werkloosheidsbureau van het ambtsgebied bevoegd voor de administratieve standplaats waar de ambtenaar tewerkgesteld is.

De onderbrekingsuitkeringen worden echter slechts in België uitbetaald. De artikelen 161 en 162 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering zijn naar analogie van toepassing. »

Art. 6. Artikel 75 van het koninklijk besluit van 16 maart 2001 betreffende de verloven en de afwezigheden toegestaan aan sommige personeelsleden van de diensten die de rechterlijke macht terzijde staan wordt vervangen door de volgende bepalingen :

“Art. 75.- Om te kunnen genieten van onderbrekingsuitkeringen dient de betrokken ambtenaar over een woonplaats te beschikken in een land behorende tot de Europese Economische Ruimte.

Indien de ambtenaar geen verblijfplaats heeft in België dient de aanvraag ingediend te worden bij het werkloosheidsbureau van het ambtsgebied bevoegd voor de administratieve standplaats waar de ambtenaar tewerkgesteld is.

De onderbrekingsuitkeringen worden echter slechts in België uitbetaald. De artikelen 161 en 162 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering zijn naar analogie van toepassing. »

Art. 7. Artikel 4, § 4, van het koninklijk besluit van 27 november 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan voor de leden van het administratief, gespecialiseerd, meesters- vak- en dienstpersoneel van de universitaire instellingen wordt vervangen door de volgende bepalingen :

“Art. 4. § 4. Om te kunnen genieten van onderbrekingsuitkeringen dient de betrokken ambtenaar over een woonplaats te beschikken in een land behorende tot de Europese Economische Ruimte.

Indien de ambtenaar geen verblijfplaats heeft in België dient de aanvraag ingediend te worden bij het werkloosheidsbureau van het ambtsgebied bevoegd voor de administratieve standplaats waar de ambtenaar tewerkgesteld is.

De onderbrekingsuitkeringen worden echter slechts in België uitbetaald. De artikelen 161 en 162 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering zijn naar analogie van toepassing. »

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2002.

Art. 9. Notre Ministre de l'Emploi, Notre Ministre de la Fonction publique et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juin 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE
Le Ministre de la Fonction publique,
C. DUPONT
La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2002.

Art. 9. Onze Minister van Werkgelegenheid, Onze Minister van Ambtenarenzaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 juni 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE
De Minister van Ambtenarenzaken,
C. DUPONT
De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

F. 2005 — 1587

[S - C - 2005/22495]

2 JUNI 2005. — Arrêté royal instituant un cycle d'évaluation pour l'Office de sécurité sociale d'outre-mer en exécution du chapitre VII de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, confirmé par la loi du 12 décembre 1997, notamment l'article 21, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 3, § 1^{er}, 40°, inséré par l'arrêté royal du 5 septembre 2002 et l'article 33octies, inséré par l'arrêté royal du 5 juin 2004;

Vu l'arrêté royal du 24 janvier 2002 fixant le statut du personnel des institutions publiques de sécurité sociale, notamment l'article 2, 1°;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office de sécurité sociale d'outre-mer;

Vu l'avis du Commissaire de gouvernement du Budget, donné le 18 novembre 2004;

Vu le Protocole du comité de secteur XX du 17 décembre 2004;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre de l'Emploi et de Notre Ministre des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le chapitre VII de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public produit ses effets le 31 décembre 2004 pour l'Office de sécurité sociale d'outre-mer.

Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre de l'Emploi et Notre Ministre des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
R. DEMOTTE
La Ministre de l'Emploi,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE
Le Ministre des Pensions,
B. TOBBACK

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2005 — 1587

[S - C - 2005/22495]

2 JUNI 2005. — Koninklijk besluit tot invoering van een evaluatiecyclus voor de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid in uitvoering van hoofdstuk Vil van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997, inzonderheid op artikel 21, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 3, § 1, 40°, ingevoegd bij koninklijk besluit van 5 september 2002 en artikel 33octies, ingevoegd bij koninklijk besluit van 5 juni 2004;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 januari 2002 houdende vaststelling van het statuut van het personeel van de openbare instellingen van sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 2, 1°;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid;

Gelet op het advies van de Regeringscommissaris van Begroting, gegeven op 18 november 2004;

Gelet op het protocol van het sectorcomité XX van 17 december 2004;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister Werk en Onze Minister van Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het hoofdstuk VII van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, heeft voor de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid uitwerking met ingang van 31 december 2004.

Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Werk en Onze Minister van Pensioenen zijn, ieder wat van hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 juni 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
R. DEMOTTE
De Minister van Werk,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE
De Minister van Pensioenen,
B. TOBBACK